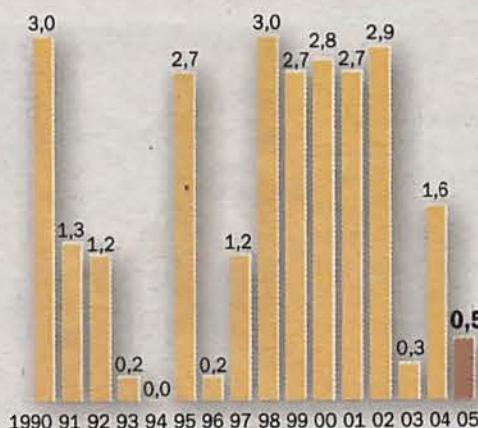


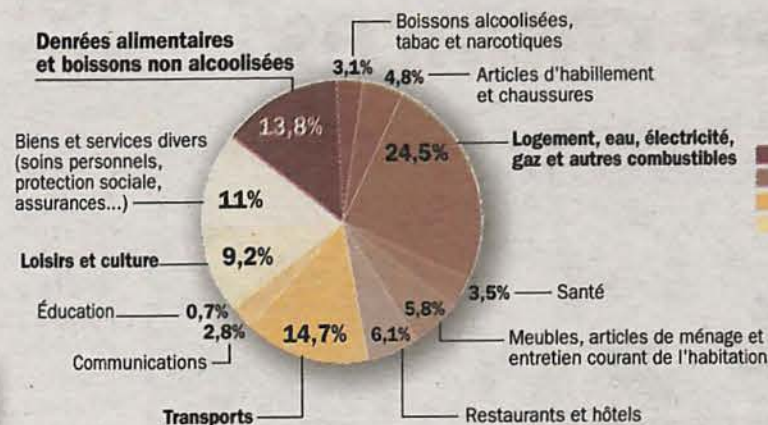
Les hausses depuis 1990

Variation du pouvoir d'achat par personne, en %



Le budget des Français en 2005

En % des dépenses de consommation totales des ménages



La richesse par habitant dans l'Union européenne

En % de la moyenne de l'UE à 25



Sources : Insee, Eurostat

Leurs propositions



François Bayrou

« Rendre du pouvoir d'achat »

- Prime de 35% pour les heures supplémentaires
- Encourager la participation dans les entreprises
- Remplacement des minima sociaux par une allocation unique par points



Jean-Marie Le Pen

« Créer un choc fiscal »

- Encouragement de la multi-activité
- Prise en charge par l'État de 200 euros de cotisations salariales jusqu'à 1,4 Smic
- Revenu parental équivalent au Smic
- Quatre tranches d'impôt sur le revenu



Ségolène Royal

« La présidente du pouvoir d'achat »

- Smic à 1 500 euros bruts
- Petites retraites et allocations handicapés : +5%
- Allocation de rentrée scolaire : x 2
- Limitation à 25% du montant des dépenses de logement (ménages modestes)



Nicolas Sarkozy

« Redonner du pouvoir d'achat aux Français »

- Augmentation des indemnités chômage pour les bas salaires
- Exonérations des charges pour les entreprises conditionnées à la hausse des salaires

7 Pouvoir d'achat : un malaise français

Nous poursuivons notre série de dossiers « présidentielle » sur les sujets préoccupant le plus les Français.

Martine Wolff : « Il faut des mesures rapidement »

Pouvoir d'achat et argent. Le cercle infernal. Les frères ennemis. Ceux sans qui l'on ne peut ni avancer ni construire. Le quotidien, souvent angoissant et frustrant, de millions de Français. Début de mois, les caddies vont bon train dans les allées des grandes surfaces. Vers le 15, les regards se tournent un peu plus vers les relevés de comptes et vers les supermarchés à bas prix. Quant à la dernière quinzaine, le nombre de voitures sur les parkings des centres commerciaux suffit à faire comprendre que beaucoup de Français peinent à joindre les deux bouts.

Alors que croire des promesses des candidats, souvent perçus comme de simples mots lus sur des prompts devant des foules chauffées à blanc ? Cinq petites années suffiront-elles à remonter les finances d'une France aux poches vides ?

Que faire pour les Français d'en bas, ceux dont le pouvoir d'achat flirte avec le nul, ceux pour qui se mettre un toit sur la tête relève du parcours du combattant, ceux pour qui les courses ne peuvent se faire sans calcullette.

V. MASSON-MANTZ

Pour Martine Wolff, avocat au barreau de Nice et Conseil de l'Union Départementale des consommateurs des Alpes-Maritimes, la baisse du pouvoir d'achat n'est pas imputable qu'au seul passage à l'euro.

« On a pu observer des augmentations dans certains domaines et des baisses dans d'autres. Nombre de statistiques ne prennent pas en compte dans leurs calculs la hausse de l'immobilier. Sans oublier les impôts. Or il faut savoir que ces deux seuls postes représentent déjà 50 % du budget d'un ménage !

Sur une région comme la nôtre, ce phénomène est plus que sensible. La flambée de l'immobilier y contribue. Pour limiter l'effet de cette hausse sur le pouvoir d'achat des ménages les moins aisés, il importe de favoriser la



Photo Franck Fernandes

construction de logements, notamment la construction de logements sociaux. Sans oublier le coût d'une maison de retraite pour des

seniors dont les pensions n'ont pas été revalorisées. Mais ce qui est aussi primordial dans cette lutte pour le pouvoir d'achat, ce sont les charges sociales. Elles sont un frein à l'embauche. Savez-vous que nous sommes parmi les salaires les plus bas d'Europe, et parmi les impôts les plus élevés ?

« Oublier la réélection »

Aujourd'hui, la consommation est soutenue uniquement par l'endettement des ménages. Par ailleurs, la mensualisation systématique n'a pas fait du bien. Au dix du mois, il n'y a plus un sou sur les comptes.

Nous ferions bien de nous inspirer des gouvernements de type scandinave où il n'est question que de gestion. Les impôts sont élevés certes, mais les

avantages sociaux sont loin devant les nôtres. Et le train de vie de l'Etat n'est pas celui de la France.

Redresser les finances et redonner aux Français un pouvoir d'achat digne de ce nom n'est qu'une question de volonté. Le futur gouvernement devra prendre rapidement des mesures concrètes.

La tâche ne sera pas aisée car toutes les décisions risquent de ne pas être très populaires ! Il ne faut pas perdre de vue qu'il y a un pays à gérer avec un déficit public exorbitant où chaque enfant qui naît est déjà débiteur. »

Savoir +

■ L'Union départementale des consommateurs des Alpes-Maritimes, 30 rue Pastorelli, Nice. Tél. 04 93 80 91 92. Site internet : www.abconso.org

SONDAGE

75% des Français estiment que le thème du pouvoir d'achat aura un poids important dans leur vote, 24 % sont d'un avis inverse ⁽¹⁾.

62% estiment que les décisions des politiques peuvent avoir une influence sur leur niveau de pouvoir d'achat, 38 % ont une opinion contraire.

64% se plaignent de ce problème, qui est attribué en premier lieu au passage à l'euro, puis à la hausse des prix et à l'évolution des revenus.

Enfin, les candidats sont sévèrement jugés sur leur prise de conscience des difficultés financières des Français et sur leur capacité à financer leurs propositions.

1. Sondage IFOP réalisé les 15 et 16 mars auprès d'un échantillon de 1.009 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).